

FRANCE

Le péril largement exagéré d'une jeunesse « woke » en rupture

Les concepts de « racisme structurel » et de « genre » sont minoritaires parmi les 18-24 ans et convainquent des profils différents

Le « péril jeune » du « wokisme » ne guetterait pas, comme le laissent accroire des analystes qui, de Frédéric Dabi (*La Fracture*; Les Arènes, 2021) à Brice Couturier (*OK millennials*!; L'Observatoire, 2021), décrivent une jeunesse en rupture de ban, répondant aux sirènes américaines de la « cancel culture ». Ceux-là redoutent non seulement un traditionnel conflit générationnel, mais aussi « une sorte de rupture de civilisation qui serait en train de s'opérer », chacun étant sommé de « s'éveiller » (« to wake ») aux discriminations subies par des minorités, comme le rappellent Olivier Galland et Marc Lazar dans leur enquête « La jeunesse plurielle », publiée, jeudi 3 février, par l'Institut Montaigne.

Guidés par le souci de la nuance et forts d'un panel de 8 000 jeunes de 18 à 24 ans et de 2 000 personnes appartenant aux générations des parents et grands-parents, les deux sociologues arri-

vent à une tout autre conclusion : les jeunes sont très partagés sur les questions de genre, d'orientation sexuelle, de droits des minorités, tout comme sur la question d'un « racisme structurel d'Etat ».

« Nous ne nions pas qu'il existe des jeunes "woke", mais nous disons que la jeunesse, dans son ensemble, n'est pas "woke", explique Marc Lazar, professeur d'histoire et de sociologie à Sciences Po. Les sondages qui ont alimenté la chronique du "wokisme" sont uniquement centrés sur ces questions, ce qui fait qu'on trouve ce qu'on cherche, mais sans pouvoir établir de hiérarchie entre différentes problématiques. »

Peu de points communs

Pour sa part, cette nouvelle enquête, menée en septembre 2021 par l'institut Harris Interactive, montre que les items du genre et des droits des personnes LGBT sont jugés très importants respectivement par 28 % et 35 % du panel, loin derrière les violences

faites aux femmes (77 %), le racisme (67 %), le terrorisme (66 %), la faim dans le monde (65 %), les inégalités et l'écologie (tous deux à 62 %). Au total, « les jeunes les plus convaincus par l'idée du "racisme structurel" (11 %) et les plus convaincus de l'importance des questions de genre (28 %) sont une minorité », souligne Olivier Galland, sociologue et directeur de recherche émérite au CNRS.

Alors que les approches par les concepts de « race » et de « genre » sont vues comme constitutives du « wokisme » aux Etats-Unis, les tenants de ces deux thèses parmi les jeunes Français ont très peu de points communs, selon l'Institut Montaigne. Ceux qui sont sensibles à l'idée que la France est une société raciste du fait de son passé colonial d'une part, et ceux qui sont sensibles aux questions de genre d'autre part, présentent des profils sociaux différents : plutôt des hommes d'origine étrangère dans le premier cas,

**LA VARIABLE
QUI A L'EFFET
LE PLUS FORT POUR
SOUTENIR LA THÈSE
D'UN « RACISME D'ÉTAT »
EST L'ORIENTATION
POLITIQUE**

plutôt des femmes ayant fait des études et issues de milieux favorisés dans le second.

L'enquête établit que « la probabilité qu'ont les jeunes musulmans d'adhérer à l'idée du racisme structurel est près de trois fois plus élevée que celle des jeunes catholiques ». Elle relève, par ailleurs, probablement sous l'effet de l'intégration et de l'acculturation, que les immigrés ou descendants d'immigrés de la génération des parents et des baby-boomers sont nettement moins sensibles à

cette question que leurs homologues plus jeunes.

La variable qui a l'effet le plus fort pour soutenir la thèse d'un « racisme d'Etat » est l'orientation politique, les jeunes qui se situent à l'extrême gauche affichant presque quatre fois plus de chances d'en faire partie. Les jeunes d'extrême droite, à un moindre degré, partagent cette idée, un fait qui interroge les deux sociologues : « *Considèrent-ils les mêmes victimes du racisme ou bien pensent-ils à un éventuel "racisme anti-blanc" ? L'enquête ne permet pas de trancher.* »

« Grand écart »

Quant au genre, 45 % des jeunes du panel penchent pour la définition « naturelle » des différences de sexe, tandis qu'une courte majorité de 55 % adhèrent à l'idée que ces différences sont uniquement produites par la société. « *Les générations des parents et des baby-boomers adhèrent beaucoup moins que les jeunes à*

l'idée que les différences sexuelles sont exclusivement sociales (37 % et 36 %) », observent Olivier Galland et Marc Lazar, qui y voient « *un vrai phénomène générationnel* ». Un clivage qui concerne particulièrement les femmes : 60 % des jeunes femmes pensent que les différences sexuelles sont sociales alors que leurs mères et grands-mères pensent très majoritairement le contraire.

En soulignant que les jeunes d'origine extra-européenne, « *très sensibles à la thématique du "racisme structurel"* », sont également « *sous-représentés dans les adeptes d'une définition "sociale" du genre* », Marc Lazar et Olivier Galland concluent qu'il ne sera « *pas si simple* » de réunir sous une même bannière « woke » les tenants des approches identitaires de la « race » et du « genre ». La « *convergence des luttes intersectionnelles* » tiendrait alors davantage du « *grand écart* » que de la réalité d'une jeunesse française. ■

S. L. N.